

Liste des panneaux d'affichage libre à Noisy-le-Sec

Ces panneaux sont notamment destinés aux associations noiséennes, pour leur permettre de diffuser des informations. Rappelons que l'affichage sur le mobilier urbain (cabines téléphoniques, lampadaires, panneaux municipaux...) est interdit.

Rond-point du 11-Novembre-1918 (angle rue de Merlan /avenue du Général-Leclerc)

Avenue Clemenceau (angle rue Pierre-Sémard)

Avenue du 18-Avril-1944 (devant groupe scolaire Langevin)

Rue Marc-Sangnier (en venant de la rue de la Gare - face à la placette)

Angle boulevard de la Boissière / rue des Processions (devant l'école maternelle Boissière)

Rue des Bergeries (à côté du n° 11)

Rue Saint-Denis (n° 72 / angle rue Pierre-Sémard)

Rue de Brément (après la Poste - face au square Stephenson)

Boulevard Roger-Salengro (à côté entrée du stade Huvier)

Rue Léo-Lagrange (face au n° 11, après l'allée Rameau)

Rue du Docteur-Charcot (angle allée de Villars)

Avenue Marceau (devant l'école d'Estienne-d'Orves)

Rue de l'Avenir (avant l'angle avec la rue de La Fontaine, devant l'école élémentaire Boissière)

Rue Jean-Jaurès (vers le n° 47)

Rue d'Alsace-Lorraine (après le n° 95 - angle avenue de Rosny - contre le mur avant le pont)

Rue Jean-Renoir (dans le square - accès par l'ex-RN 3 / rue de Paris)

Rue de Saint-Denis (vers le n° 60, avant l'angle avec la rue Henri-Barbusse)

Place du Moulin-Fondu / Rue de Merlan

Rue de la Dhuys - Cité de la Renardière (à côté de la cabine téléphonique, devant le parking)

Rue de la Place-Saint-Martin (sur la place)

Rue du Parc (n° 148, avant l'angle avec l'ex-RN 3 / rue de Paris)

Rue du Parc (angle chemin des Groux)

Affichage sauvage

Un rappel écrit à la loi est effectué envers tout auteur d'affichage sauvage, avec engagement d'une procédure contentieuse en cas de récidive. Le Code de l'environnement réprime tout affichage hors d'une zone de publicité prévue par la réglementation. La loi autorise la suppression de cet affichage - aux frais de son auteur, de son commanditaire ou, à défaut d'identification, de son bénéficiaire - avec éventuellement une amende de 750 euros et une astreinte de 75 euros. L'opportunité de sanctions pénales, pouvant aller jusqu'à 3 750 euros, est également laissée à l'appréciation du procureur de la République.